



MOTION INTERSYNDICALE AU COMITE HYGIENE SECURITE ET CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL DU 05/09/2017

Depuis plus de 10 ans, les orientations politiques et budgétaires (programmes de suppressions massives d'emplois, contraintes budgétaires accrues, restructurations incessantes accompagnées de fermetures de services) ont amené une dégradation constante des conditions de vie au travail des agents de notre ministère:-

Le climat dans lequel vivent au quotidien les agents au travail est très néfaste : l'absence de perspective et l'incertitude professionnelle sont sources d'angoisse. Les directions ont démontré leur incapacité à exercer l'ensemble des missions de services publics du fait des suppressions d'emplois massives, à se doter d'outils de travail performants et conviviaux, à penser à des organisations de travail non pathogènes.

Pire encore, les réformes et les fermetures de sites et de services se font à marche forcée, sans vision globale et sans aucune considération pour les usagers, les agents et leurs représentants.

La convocation de ce CHS-CT s'inscrit totalement dans ce schéma : information au pas de course des agents suivie de deux réunions informelles avec les représentants des personnels. Cerise sur le gâteau : le tout pendant la période estivale, qui chacun le sait est la meilleure pour ce type d'échanges.

Un dialogue social digne de ce nom implique l'écoute réciproque et la prise en compte des arguments de toutes les parties, ce qui est loin d'être le cas, à tous les niveaux (direction locale ou générale).

La gestion hospitalière du Nord du département regroupée en un site peut permettre dans l'absolu de sécuriser cette mission et d'améliorer la qualité du service rendu .Mais dans combien de temps les nouveaux agents de ce service seront-ils opérationnels ? Les conditions de travail et d'exécution de la mission à la Trésorerie hospitalière de Carpentras sont déjà fortement dégradées et les perspectives ne sont pas rassurantes. Si vous voulez complètement asphyxier un service qui coule déjà, vous êtes bien parti.

Augmenter les trajets routiers des agents pour se rendre sur leur lieu de travail n'est bon ni pour les agents, ni pour l'environnement, ni pour la qualité du travail.

Nous l'avons compris depuis longtemps et cela se confirme à chaque restructuration : l'objectif principal n'est pas d'améliorer le fonctionnement des services mais bien de gérer la pénurie et d'accélérer le resserrement des structures.

Les organisations syndicales siégeant au CHSCT de Vaucluse, opposées à ces 2 réformes, ne participeront donc pas à cette réunion.